



## Le baccalauréat: un diplôme "miroir aux alouettes"

Pourquoi le premier diplôme de l'enseignement supérieur, le baccalauréat n'ouvre plus les portes des études supérieures, aujourd'hui totalement saturées? Dernière ligne droite pour le baccalauréat. Avec l'écrit de Français pour les 1ères et la dissertation de philosophie pour les Terminales, le 17 juin, les lycéens entrevoient enfin le terme de deux années d'une scolarité chaotique. A la différence de l'an dernier, ces épreuves finales, ainsi que l'oral de Français et le Grand oral, certes aménagées, auront bien lieu cette année. Mais l'enjeu est mince. Comme le rappelle Edouard Geffray, le directeur de l'enseignement scolaire : "Le contrôle continu représente cette année 82% de la note finale du bac." En réalité, l'enjeu est ailleurs : Parcoursup et l'entrée dans l'enseignement supérieur, un parcours du combattant comme les témoignages accumulés dans la presse l'illustrent. Ce n'est pas qu'une impression : l'accès aux études supérieures est devenu un véritable goulet d'étranglement.

### Un système universitaire sous pression

Soumis à une double pression, le système universitaire ne répond plus à la demande, qui croît de façon ininterrompue depuis 40 ans. D'abord, sous l'effet de la simple démographie, bien sûr, la natalité française, dynamique, entraîne l'augmentation du nombre de lycéens (+14% depuis 2010). Et ce n'est pas près de s'arrêter. Dans ses prévisions, le ministère de l'Education nationale l'annonce : "À partir de 2021, les effectifs des lycées généraux et technologiques devraient augmenter de 15 à 20.000 élèves supplémentaires chaque année. La rentrée 2023 verrait ainsi 1.677.000 élèves scolarisés dans ces lycées, valeur qui n'a encore jamais été atteinte par le passé." Le Président de l'Université de Cergy, François Germinet, qui a vu le nombre de ses étudiants inscrits exploser de 14.000 en 2013 à 22.000 cette année, soit 57% de hausse, insiste : "Certaines projections prévoient une hausse jusqu'en 2028 !"

### Des enfants, devenus lycéens puis bacheliers, toujours plus nombreux

La natalité n'explique pas tout. C'est ensuite la massification de l'accès aux études supérieures qui s'est emballé. Avec l'avènement du bac professionnel en 1987 et sa réforme dans les années 2010, dont l'introduction de l'épreuve de rattrapage, le nombre de bacheliers pro a doublé. Accompagné d'un taux de réussite en croissance continue, le nombre total de diplômés du bac a suivi une pente ascendante. Et, aujourd'hui, le phénomène s'accroît encore avec la crise sanitaire. Le taux de réussite au bac qui prenait en moyenne 1% chaque année depuis 1980, a bondi de 8% l'an dernier ! Un "coup de pouce" du contrôle continu à 53.500 élèves de Terminale. Et la session de 2021 devrait maintenir ce niveau.

### Le financement en chute libre depuis 10 ans

De l'autre côté du miroir, le budget n'a pas suivi. L'investissement total dans l'enseignement supérieur a presque triplé depuis 1980, certes. Suivant, jusqu'en 2009, la croissance du nombre d'étudiants. La dépense par tête s'alignait donc. Mais depuis, c'est la chute libre : -8% par tête en dix ans. Si les fameuses classes préparatoires, largement avantagées puisqu'elles touchent 30% de plus par élève que les universités, sont touchées, c'est surtout sur les bancs de la fac que le désengagement se fait le plus sentir : le budget alloué à un élève à l'université a baissé deux fois plus vite que la moyenne. "C'est un abandon, s'alarme le sénateur (PCF) Pierre Ouzoulias qui siège à la Commission éducation du Sénat. Cela fait en réalité 20 ans que la France a sacrifié la qualité à la massification." François Germinet le constate : "Nous fonctionnons en mode dégradé depuis déjà des années. Nous avons déjà dépassé la ligne rouge." Le ministère



de l'Enseignement supérieur annonce bien, chaque année, l'ouverture de milliers de nouvelles places. "Mais c'est au coût marginal, comme si nous avions les professeurs et les mètres carrés, autour de 3 000 euros par tête !" Alors qu'il en coûte en moyenne 10.000 euros à la fac. C'était 11.500 euros il y a dix ans.

